

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 6 mai 2019

Fausses attaques, vraies urgences

« À la Pitié-Salpêtrière, on a attaqué un hôpital »... a déclaré Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, après que le 1^{er} mai, des manifestants ont cherché refuge dans l'enceinte de cet hôpital pour fuir les charges de la police et les nuages de lacrymogène qui noyaient les rues environnantes.

Castagneurs de manifestants

Malgré la stupidité d'un tel mensonge, démenti par tous les témoignages dès les heures suivant la déclaration ministérielle, le gouvernement s'acharne à dénoncer une « intrusion violente ». Une thèse qui vise à monter la population contre les manifestants, alors que les « vidéos édifiantes » évoquées comme preuve par Martin Hirsch, le patron des hôpitaux de Paris, montrent des manifestants totalement désarmés, poursuivis à moto et frappés de la rue jusqu'aux pieds des bâtiments de l'hôpital.

La casse de l'hôpital

Quant au « sanctuaire » que représenterait l'hôpital public pour Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, il est sérieusement malmené par elle. Les fermetures d'hôpitaux ou de services se multiplient depuis des années, en dégradant constamment la qualité des soins dispensés. Au point qu'une patiente a pu mourir au mois de décembre dernier dans les services d'urgences de l'hôpital de Lariboisière en raison du sous-effectif chronique.

Le personnel des urgences dénonce justement cette situation et a initié une grève depuis le milieu du mois d'avril dans de nombreux hôpitaux de la France entière, une réalité que la ministre choisit d'ignorer... jusqu'à faire retirer les banderoles des grévistes de la Pitié Salpêtrière lors de son intervention devant les caméras pour dénoncer des attaques imaginaires !

La détermination des Gilets jaunes

Et dès samedi dernier, ce sont les Gilets Jaunes, les prétendus « casseurs », qui ont pris l'initiative d'une manifestation faisant le tour des hôpitaux parisiens en scandant « Du fric pour l'hôpital public », chaleureusement accueillis par le personnel massé aux fenêtres, alors que les entrées étaient barricadées par les directeurs apeurés.

Car les manifestations se poursuivent. Le gouvernement se console chaque samedi en mettant en avant une mobilisation en baisse. Un phénomène inévitable au bout de six mois de mobilisation constante... et de répression croissante. Mais malgré des milliers de condamnés, de blessés, et des dizaines de mutilés, le mouvement des Gilets jaunes non seulement se maintient, s'organise, mais il occupe désormais une place centrale dans le pays, créant une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer tous ceux qui veulent combattre la politique patronale de Macron.

La prime « Gilet Jaune » versée dans l'urgence au mois de décembre, comme la récente promesse de réduction de l'impôt sur le revenu, sont autant de preuves de la force de cette mobilisation qui bouscule nos gouvernants. Et la manifestation du 1^{er} mai dernier a été la plus importante en nombre depuis des années et, de loin, la plus dynamique, avec la participation des Gilets jaunes.

Tous ensemble !

Mais toutes ces concessions à la marge n'empêchent pas Macron de poursuivre coûte que coûte sa politique au service des plus riches. Ses petites annonces, censées clôturer « le grand débat » montrent clairement qu'il « entend garder le cap » (augmentation de la durée de cotisation pour les retraites, baisse de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés, baisse des dépenses publiques...), le tout assaisonné de déclarations inspirées des thèmes nauséabonds de l'extrême-droite sur l'immigration et l'islam.

La plupart des Gilets jaunes ne se trompent pas sur ces fausses promesses et ces vraies menaces. Nous avons toutes les raisons de ne pas en être dupes non plus. Il est temps de tous se retrouver, dans la rue et dans les grèves.

Elle se fiche de nous

Nous étions beaucoup à avoir déclaré que nous voulions conserver nos fiches de paie en version papier et ne pas passer en version internet. Nous nous attendions à ce que notre chef continue à nous la donner vers le 30 de chaque mois. Eh bien non, la direction fait exprès de défavoriser la version papier : elle a décidé que les fiches de paie serait envoyée par la poste, et la plupart d'entre nous n'ont encore rien reçu le lundi 6 mai alors que la version internet est disponible depuis le 27 avril. Revenons à l'ancien fonctionnement, c'était plus simple et mieux !

On sent que les élections sont passées

Le dernier planning prévisionnel de la direction est catastrophique : 2 jours fériés travaillés (peut-être 3 au final), tous les samedis travaillés et 2 dimanches par mois. Au lieu de semaines de 4 jours, on va se retrouver avec des semaines de 6 jours interminables. Elle envisage aussi la fin de l'équipe de nuit fin octobre et la semaine 44 chômés pour tous. Travail à gogo puis sous-activité : chercher l'erreur !

La coupure de courant illumine celle des effectifs

Dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 avril, une panne d'électricité a plongé l'usine dans le noir et empêché la production pendant plusieurs heures. L'usine n'a démarré correctement qu'au cours de la matinée. Tant mieux pour la plupart des ouvriers, ça a fait commencer la semaine de manière moins brutale.

Par contre pour les maintenanciers, les conducteurs d'installation, les PSP, les informaticiens et d'autres la nuit et la matinée ont été agitées et pénibles : difficulté de redémarrage, panne, perte de programme, décyclage, etc. Ça a rendu évident le sous-effectif dans toutes ces professions. Ouvriers professionnels comme les ouvriers de chaîne, la direction nous fait faire toujours plus avec moins de personnel.

Montée en colère

La montée en cadence de la D34 complique les conditions de travail car la direction veut aller trop vite sans avoir anticipé et surtout sans écouter les salariés. Les D34 sont parfois les unes derrière les autres, parfois pendant toute une période : 1 caisse sur 4 est une D34... c'est intenable. Ne subissons pas ces conditions de travail, n'hésitons pas à stopper la chaîne. On ne va pas se bousiller la santé à cause de l'incompétence de la direction.

Économie sur tout... c'est-à-dire sur notre dos

À la Peinture, il y a encore eu un vol dans les vestiaires. Les casiers s'ouvrent facilement avec une petite pression malgré un cadenas, on peut aussi s'y servir en déformant la tôle. Depuis le temps que ces problèmes existent dans tous les vestiaires de l'usine, la

direction ne fait rien sinon laisser les vestiaires dans état déplorable. Le minimum serait d'installer de nouveaux casiers avec des fermetures fiables.

Le début d'une attaque

Au B5 Ferrage, l'équipe de nuit s'est définitivement arrêtée en avril. Une partie du personnel a été affectée au B3 Ferrage en nuit sur la D34, mais certains sont mutés en journée, et des caristes sont menacés d'aller sur chaîne. Dans quelques mois la majeure partie de la production en journée au B5 Ferrage va s'arrêter aussi. Les postes au B3 Ferrage ne seront pas suffisants pour absorber les effectifs du B5 Ferrage.

Pas question de se faire bouffer au fur et à mesure. Si la direction veut modifier la production, ce n'est pas à nous d'en faire les frais, c'est à elle de reclasser tous les salariés en respectant leur qualification et leurs souhaits.

PSA, casseur d'emplois

PSA Mulhouse a annoncé le passage de 3 équipes à une et demi à la fin l'année, avec l'arrêt de la 2008. La direction va donc supprimer environ 1 000 postes. Les CDI de nuit vont être contraints d'aller en journée et des centaines d'intérimaires vont se retrouver au chômage dans une région qui dépend surtout de l'activité de PSA. À Mulhouse, la situation est folle car les productions de DS7 et 508 entraînent de fortes charges de travail et 21 séances de travail supplémentaires sont prévues, certaines lors de 3 jours fériés.

Répartir régulièrement le travail, consacrer les milliards des actionnaires pour maintenir les emplois, c'est ce qu'il faudrait, ce serait logique.

Procès des assassins de France Télécom

Ce lundi commence le procès des ex-dirigeants de France Télécom, dont l'ancien patron Didier Lombard. Au milieu des années 2000 il lance un plan de restructuration pour mettre à la porte 22 000 salariés sur 110 000. Didier Lombard déclare alors : « *Je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la fenêtre ou par la porte.* » 19 salariés se suicident.

Méprisant, le PDG se plaint publiquement de cette « *mode du suicide* ». L'argent accumulé par les actionnaires de France Télécom et leurs patrons pue la mort.

Ils défendent leurs collègues, défendons les libertés ouvrières et syndicales !

Depuis 2017, avec de fausses accusations, PSA veut faire condamner 9 militants de la CGT de PSA Poissy qui ont osé défendre leurs collègues et refusent de baisser la tête face à la direction.

Soyons nombreux au rassemblement vendredi 17 mai à 12h devant la Cour d'Appel de Versailles pour les soutenir !